



**SOLIDAIRES, UNITAIRES, DÉMOCRATIQUES**  
**DANS LES BANQUES**

Syndicat SUD Banques : 6, rue Louis Blanc 76100 ROUEN



## COMMUNIQUE DE PRESSE

### **Une majorité de militants du Centre Informatique de la SOCIETE GENERALE de Tigery dans l'ESSONNE quitte la CFDT pour rejoindre SUD Banques.**

Les délégués syndicaux, la majorité des élus au Comité d'Etablissement, de délégués du personnel et des membres du CHSCT du Centre Informatique de la Société Générale de Tigery dans l'Essonne ont annoncé leur départ de la CFDT pour adhérer au syndicat SUD banques.

Ils considèrent que la CFDT ne répond plus à leurs exigences de syndicalistes décidés à défendre coûte que coûte les intérêts des salariés actifs, retraités ou chômeurs.

Ils dénoncent l'enracinement de la CFDT dans l'accompagnement de l'idéologie libérale.

Non seulement, ils ne se retrouvent plus dans les positions défendues par la confédération CFDT depuis plusieurs années, mais sont en désaccord profond sur les choix fédéraux et régionaux de centralisme.

Leur désaccord est profond et irréversible et la perspective d'un changement d'orientation leur semble définitivement compromise.

Ils partagent les valeurs des syndicats SUD qui se fondent sur :

- la défense la plus large des intérêts du personnel au service du plus grand nombre,
- l'élaboration de revendications capables de créer les conditions et la dynamique d'une réelle solidarité par l'unité du personnel,
- l'instauration et le développement du rapport de force indispensable à l'aboutissement des revendications,
- une pratique syndicale et la présence de militants actifs au plus près du terrain,
- une volonté clairement affichée de rassembler les diverses professions qui composent le tissu social du département de l'Essonne.

Ils considèrent qu'aujourd'hui, les salariés aspirent fortement à exister en tant qu'individus, à comprendre les enjeux, à décider pour eux-mêmes et par eux-mêmes.

Il s'agit pour SUD banques de susciter les débats pour qu'émergent les revendications et les projets collectifs à partir des aspirations individuelles et légitimes de chacun.

Ils estiment que cette exigence de démocratie doit se retrouver en premier lieu dans le syndicat, dans le rapport que celui-ci entretient avec ses adhérents, de l'échange d'informations aux débats jusqu'à la prise de décisions.

Ils constatent que depuis des années et plus précisément depuis le Plan Social de 1993, le climat social à la Société Générale s'est fortement détérioré.

Beaucoup de ceux qui ont connu et subi cette période sont aujourd'hui démobilisés, démotivés dans leur travail et cela quel que soit leur niveau hiérarchique.

Il n'est nul besoin des sondages commandés à des organismes « indépendants » par la direction pour s'assurer de l'état de dégradation du climat social, des conditions détestables ressenties par le personnel dans les agences et les services centraux, mais aussi par les nombreux salariés à statut précaire (CDD, intérim, sous-traitance).

Stress, surcroît de travail, sous-effectifs, pressions, sont le lot de tous les jours de beaucoup de salariés.

Beaucoup de « jeunes » embauchés ne font qu'un passage à la Société Générale avant d'aller voir ailleurs pour des raisons multiples d'insatisfactions.

Les problèmes des salaires, qualifications, congés, temps et conditions de travail restent les mêmes pour tous.

L'intérêt individuel et l'intérêt collectif reposent sur les mêmes bases.

La politique de restructurations incessantes de la direction, dans les agences et les services centraux, les déménagements et réorganisations à répétitions dégradent plus encore les conditions de vie au travail et laissent les salariés sans vision sur l'avenir.

La signature d'une convention collective épurée, début 2000, a conforté les entreprises dans leur politique de reprise des acquis.

Cette période de repli a conduit les organisations syndicales de la Société Générale à une attitude de limitation de la casse, avec des pseudos « négociations », et la signature d'accords en échange de quelques amendements aux projets de la direction.

Sans véritable rapport de force ni opposition, les accords signés à la Société Générale, à la suite de la Convention Collective laissent tous un goût amer.

La mobilisation de tous les salariés est la seule possibilité de contrecarrer les intentions patronales, mais est-elle recherchée par les organisations syndicales dites « représentatives » ?

Le fait de travailler au sein d'une grande entreprise impliquée et liée à l'économie de marché, à la mondialisation, n'oblige nullement à ne pas soutenir les valeurs de solidarité et de partage.

Cela passe par la défense des acquis sociaux et l'acquisition de nouvelles avancées.

Cela signifie être conscient des enjeux pour l'amélioration des conditions de tous.

Un contre pouvoir efficace au sein de l'entreprise est nécessaire et possible.

Il repose sur la volonté d'un grand nombre de salarié de faire entendre sa voix.

C'est pour SUD Banques sa volonté et son objectif.

Il appelle les salariés du Centre Informatique de la Société Générale de Tigery et des entreprises sous-traitantes à le rejoindre.

**Pour nous contacter : 06 60 28 27 11**